

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2753

[2006/202223]

**15 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant, pour une durée de douze mois, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Pêche**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001, notamment en ses articles 6, § 1<sup>er</sup> III, 5<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juin 1982 instituant un Conseil supérieur wallon de la Pêche;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2001 délimitant les bassins et sous-bassins hydrographiques en Région wallonne;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 40.142/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué, pour une durée de douze mois à compter de la publication du présent arrêté dans le *Moniteur belge*, un Conseil supérieur wallon de la Pêche, ci-après dénommé le Conseil, qui a pour mission d'émettre un avis sur toute question ayant trait à la pêche.

Les avis du Conseil sont destinés au Gouvernement ou au Ministre qui a la Pêche fluviale dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Ce Conseil est composé de vingt-quatre membres effectifs et de vingt-quatre membres suppléants désignés par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre, dont :

1<sup>o</sup> quinze membres représentant les associations ou groupements les plus représentatifs des quinze sous-bassins hydrographiques wallons (Escaut-Lys, Dendre, Senne, Haine, Sambre, Dyle-Gette, Oise, Meuse amont, Meuse aval, Lesse, Ourthe, Vesdre, Amblève, Moselle et Semois-Chiers) ainsi qu'un des modes de pêche suivants :

- pêche au coup (5 membres);
- pêche à la truite (4 membres);
- pêche à la mouche (2 membres);
- pêche à la carpe (2 membres);
- pêche aux carnassiers (2 membres).

Ces quinze membres doivent obligatoirement être titulaires d'un permis de pêche délivré en Région wallonne;

2<sup>o</sup> un membre représentant la pêche de compétition.

Ce membre doit obligatoirement être titulaire d'un permis de pêche délivré en Région wallonne et appartenir à une des associations ou à un des groupements les plus représentatifs du monde de la pêche en Région wallonne;

3<sup>o</sup> un membre représentant le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

4<sup>o</sup> quatre membres représentant les pisciculteurs;

5<sup>o</sup> deux membres représentant les milieux scientifiques ayant une relation directe avec la pêche et la biologie des poissons;

6<sup>o</sup> un membre représentant le Comité technique du tourisme de terroir et des meublés de vacances visé à l'article 46, 5<sup>o</sup>, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme.

§ 2. Sauf dérogation pour impossibilité de satisfaire à l'obligation de promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs, le Conseil comprend au maximum deux tiers des membres du même sexe.

§ 3. Le président et le vice-président sont désignés par le Ministre parmi les quinze membres repris au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 4. Le secrétariat est assuré par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 5. Lorsque le Ministre siège au Conseil, il préside en lieu et place du Président désigné.

Les représentants du Ministre ainsi que le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou ses représentants peuvent assister aux séances du Conseil avec voix consultative.

**Art. 3.** Les candidatures à un poste de membre du Conseil sont adressées, par envoi recommandé, au Ministre.

Chaque candidature précise les nom, prénoms, domicile et qualité du postulant ainsi que la catégorie de représentant pour laquelle le candidat postule.

Le candidat apporte la preuve de la détention d'un permis de pêche valide lorsque celui-ci est exigé.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le mandat des membres sera limité à une durée de douze mois.

§ 2. En cas de décès ou de démission d'un membre, il est pourvu à son remplacement conformément aux règles prescrites à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

**Art. 5.** Les membres ne sont pas rémunérés pour les fonctions qu'ils occupent au sein du Conseil.

Toutefois, les membres du Conseil et les personnes visées au § 4 de l'article 2 ont droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour à charge de la Région wallonne selon le mode de calcul prévu pour les agents de rang A6 des Services du Gouvernement wallon.

**Art. 6.** Le Conseil se réunit d'office une fois tous les deux mois ou à la demande du Ministre au siège de l'administration régionale qui a la pêche dans ses attributions.

La convocation est adressée par courrier simple soit par le Ministre, soit par le secrétaire à tous les membres au moins dix jours ouvrables avant la date de la réunion sous réserve des cas d'urgence dûment motivés.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Chaque membre dispose du droit de donner procuration à un membre désigné appartenant à la même catégorie de représentant.

§ 2. Chaque membre ne peut recevoir qu'une seule procuration.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil ne délibère valablement que si la majorité simple de ses membres est présente.

§ 2. En cas d'urgence dûment motivée, le Comité permanent composé du président, du vice-président et de cinq membres désignés par le Conseil peut rendre un avis en son nom.

Dans cette dernière hypothèse, cet avis doit obligatoirement être présenté au Conseil réuni en séance plénière pour approbation dans un délai ne dépassant pas les trois semaines.

**Art. 9.** L'avis rendu par le Conseil est communiqué en priorité au Ministre par le secrétariat.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du Conseil peuvent décider de constituer des commissions pour traiter de questions particulières. Les modalités de fonctionnement de ces commissions sont inscrites dans le règlement d'ordre intérieur tel que visé à l'article 11 du présent arrêté.

§ 2. Le Conseil peut inviter tout spécialiste à prendre part à ses réunions avec voix consultative.

**Art. 11.** Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Ministre pour approbation.

**Art. 12.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juin 1982 instituant un Conseil supérieur wallon de la Pêche est abrogé.

**Art. 13.** Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2753

[2006/202223]

**15. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Hoher Rat für den Fischfang) für eine Dauer von 12 Monaten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001, insbesondere Artikel 6 § 1 III, 5°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juni 1982 zur Errichtung eines "Conseil supérieur wallon de la Pêche";

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2001 zur Abgrenzung der Wasser- und Zwischeneinzugsgebiete in der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 26. April 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 40.142/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Für eine Dauer von 12 Monaten ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* wird ein hierunter "Rat" genannter "Conseil supérieur wallon de la Pêche" errichtet, der als Aufgabe hat, Gutachten über jegliche Angelegenheit betreffend den Fischfang abzugeben.

Die Gutachten des Rates werden für die Regierung oder den hierunter "Minister" genannten Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flussfischerei gehört, bestimmt.

**Art. 2 - § 1** - Dieser Rat setzt sich aus vierundzwanzig effektiven Mitgliedern und aus vierundzwanzig stellvertretenden Mitgliedern, die durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Ministers bezeichnet werden, zusammen, und zwar aus:

1° fünfzehn Mitgliedern, die die repräsentativsten Vereinigungen oder Gruppierungen der fünfzehn wallonischen Zwischeneinzugsgebiete (Schelde-Leie, Dender, Senne, Haine, Sambre, Dyle-Gette, Oise, Maas stromflussaufwärts, Maas stromflussabwärts, Lesse, Ourthe, Weser, Amel, Mosel und Semois-Chiers) sowie eines der folgenden Fischfangverfahren vertreten:

- Grundangeln (5 Mitglieder);
- Forellenfang (4 Mitglieder);
- Fliegenfischen (2 Mitglieder);
- Karpfenfang (2 Mitglieder);
- Raubfischfang (2 Mitglieder).

Diese fünfzehn Mitglieder müssen unbedingt Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Angelscheins sein.

2° ein Mitglied, das die Wettkampffischerei vertritt.

Dieses Mitglied muss unbedingt Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Angelscheins sein und einer der Vereinigungen oder einer der Gruppierungen angehören, die im Bereich der Fischerei in der Wallonischen Region am meisten repräsentativ sind;

3° ein Mitglied, das den "Conseil supérieur de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vertritt;

4° vier Mitglieder, die die Fischzüchter vertreten;

5° zwei Mitglieder, die jene Wissenschaftskreise vertreten, die eine direkte Verbindung mit dem Fischfang und der Fischbiologie haben;

6° ein Mitglied, das das "Comité technique du tourisme de terroi et des meublés de vacances", das in Artikel 46 5° des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Organisation des Tourismus erwähnt ist, vertritt.

§ 2 - Vorbehaltlich einer Ausnahmegenehmigung wegen der Unmöglichkeit, die Vorschrift zu beachten, eine ausgeglichene Vertretung von Mann und Frau in den Beratungsorganen zu fördern, umfasst der Rat höchstens zwei Drittel der Mitglieder gleichen Geschlechts.

§ 3 - Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende werden von der Regierung unter den fünfzehn in § 1 1° und 2° erwähnten Mitgliedern bezeichnet.

§ 4 - Der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region übernimmt die Sekretariatsführung.

§ 5 - Wenn der Minister im Rat sitzt, führt er den Vorsitz anstelle des bezeichneten Vorsitzenden.

Die Vertreter des Ministers sowie der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seine Vertreter sind berechtigt, den Sitzungen des Rates mit beratender Stimme beizuwohnen.

**Art. 3** - Die Bewerbungen um ein Amt als Ratsmitglied werden dem Minister per Einschreiben zugeschickt.

Jede Bewerbung gibt den Namen, die Vornamen, den Wohnsitz und die Eigenschaft des Bewerbers sowie die Kategorie der Vertretung, um die dieser sich bewirbt.

Der Bewerber erbringt den Beweis des Besitzes eines Angelscheins, wenn dieser erfordert ist.

**Art. 4 - § 1** - Das Amt der Mitglieder ist auf eine Dauer von 12 Monaten beschränkt.

§ 2 - Wenn ein Mitglied stirbt oder seinen Rücktritt erklärt, wird es gemäß den in den Artikeln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses vorgeschriebenen Regeln ersetzt.

**Art. 5** - Die Mitglieder werden für die Ämter, die sie innerhalb des Rates ausüben, nicht entlohnt.

Die Ratsmitglieder und die in § 4 von Artikel 2 erwähnten Personen haben jedoch Anspruch auf die Vergütung für Fahrt- und Aufenthaltskosten zu Lasten der Wallonischen Region nach dem für die Bediensteten des Dienstrangs A6 der Dienststellen der Wallonischen Regierung vorgesehenen Berechnungsmodus.

**Art. 6** - Der Rat versammelt sich von Amts wegen einmal alle zwei Monate oder auf Antrag des Ministers am Sitz der regionalen Verwaltung, zu deren Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört.

Vorbehaltlich der ordnungsmäßig begründeten dringenden Fälle wird die Einberufung per einfaches Schreiben den gesamten Mitgliedern entweder durch den Minister oder durch den Sekretär mindestens zehn Werktage vor dem Versammlungsdatum zugeschickt.

**Art. 7 - § 1** - Jedes Mitglied verfügt über das Recht, einem bezeichneten Mitglied, das derselben Kategorie von Vertreter angehört, Vollmacht zu erteilen.

§ 2 - Jedes Mitglied darf nur eine einzige Vollmacht erhalten.

**Art. 8 - § 1** - Die Beschlüsse des Rates sind nur dann gültig, wenn die einfache Mehrheit der Mitglieder anwesend sind.

§ 2 - Im ordnungsgemäß begründeten dringenden Fall darf der ständige Ausschuss, der sich aus dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden und aus fünf vom Rat bezeichneten Mitgliedern zusammensetzt, ein Gutachten in seinem Namen abgeben.

In dieser letzten Annahme muss dieses Gutachten unbedingt in einer Frist, die drei Wochen nicht überschreitet, dem in Plenarsitzung versammelten Rat zur Genehmigung vorgelegt werden.

**Art. 9** - Das durch den Rat abgegebene Gutachten wird dem Minister durch das Sekretariat prioritär mitgeteilt.

**Art. 10** - § 1 - Die Mitglieder des Rates dürfen beschließen, Ausschüsse zu bilden, um besondere Angelegenheiten zu behandeln. Die Arbeitsmodalitäten dieser Ausschüsse werden in der allgemeinen Dienstordnung, wie sie in Artikel 11 des vorliegenden Erlasses erwähnt ist, eingetragen.

§ 2 - Der Rat darf einen Fachmann einladen, an den Versammlungen mit beratender Stimme teilzunehmen.

**Art. 11** - Der Rat legt seine allgemeine Dienstordnung fest und legt sie dem Minister zur Zustimmung vor.

**Art. 12** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juni 1982 zur Errichtung eines "Conseil supérieur wallon de la Pêche" wird aufgehoben.

**Art. 13** - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2753

[2006/202223]

**15 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling voor een duur van 12 maanden van de samenstelling en de werking van de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, van 16 juli 1993 en van 13 juli 2001, inzonderheid op haar artikelen 6, § 1, III, 5;

Gelet op het besluit van 9 juni 1982 van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een Waalse Hoge Raad voor de Visserij;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2001 waarbij de grenzen van de hydrografische bekkens en onderbekkens van het Waalse Gewest worden vastgesteld;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.142/4, uitgebracht op 26 april 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

**Artikel 1.** Ingesteld wordt voor een duur van 12 maanden te rekenen van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, een "Conseil supérieur wallon de la Pêche", hierna de Raad genoemd, die als opdracht heeft een advies op elke vraag betreffende de visserij uit te brengen.

De adviezen van de Raad zijn bestemd voor de Regering of de Minister bevoegd voor de riviervisserij, hierna "de Minister" genoemd.

**Art. 2.** § 1. Die Raad is samengesteld van vierentwintig gewone leden en vierentwintig plaatsvervangers die door de Waalse Regering aangewezen zijn op voordracht van de Minister, onder wie :

1° vijftien leden ter vertegenwoordiging van de meest representatieve verenigingen of groeperingen van de vijftien Waalse waterbekkens (Schelde-Leie, Dender, Zenne, Haine, Samber, Dijle-Gete, Oise, Maas stroomopwaarts, Maas stroomafwaarts, Lesse, Ourthe, Vesder, Amel, Moezel en Semois-Chiers) alsook één van de volgende vismethoden :

- vissen met aas (5 leden);
- vissen op forel (4 leden);
- vliegvisserij (2 leden);
- vissen op karper (2 leden);
- vissen op roofdieren (2 leden).

Die vijftien leden moeten verplicht houder zijn van een in het Waalse Gewest afgegeven visvergunning;

2° een lid ter vertegenwoordiging van het wedstrijdvisserij.

Dat lid moet verplicht houder zijn van een in het Waalse Gewest afgegeven visvergunning en behoren tot één van de verenigingen of groeperingen die het meest representatief zijn van de viswereld in het Waalse Gewest;

3° een lid ter vertegenwoordiging van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud);

4° vier leden ter vertegenwoordiging van de viskwekers;

5° twee leden ter vertegenwoordiging van de wetenschappelijke milieus die rechtstreeks verbonden zijn met het vissen en de visbiologie;

6° een lid ter vertegenwoordiging van het "Comité technique du tourisme de terroir et des meublés de vacances" (Technisch comité voor de streekgebonden toeristische logies en gemeubileerde vakantiehuizen) bedoeld in artikel 46, 5°, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme.

§ 2. Behoudens afwijking wegens de onmogelijkheid te voldoen aan de verplichting om de evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen in de adviesorganen te bevorderen, bestaat de Raad uit hoogstens twee derde van leden van hetzelfde geslacht.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter worden aangewezen door de Minister onder de in § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> bedoelde vijftien leden.

§ 4. Het secretariaat wordt waargenomen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest).

§ 5. Wanneer de Minister zitting heeft in de Raad, neemt hij het voorzitterschap waar in plaats van de aangewezen Voorzitter.

De vertegenwoordigers van de Minister alsook de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn vertegenwoordigers mogen de zittingen van de Raad bijwonen met raadgevende stem.

**Art. 3.** Kandidaturen voor een betrekking van Raadslid worden bij aangetekende brief gericht aan de Minister.

Elke kandidatuur vermeldt de naam, voornamen, woonplaats en hoedanigheid van de kandidaat alsook de categorie van vertegenwoordiger waarvoor de kandidaat solliciteert.

De kandidaat legt het bewijs voor dat hij houder is van een geldige visvergunning wanneer die vereist wordt.

**Art. 4.** § 1. Het mandaat van de leden wordt beperkt tot 12 maanden.

§ 2. In geval van overlijden of ontslag van een lid, wordt voorzien in zijn vervanging overeenkomstig de regels voorgeschreven in artikelen 2 en 3 van dit besluit.

**Art. 5.** De leden worden niet betaald voor de betrekkingen die ze bekleden binnen de Raad.

Evenwel hebben de leden van de Raad en de in § 4 van artikel 2 bedoelde personen recht op de vergoeding wegens reis- en verblijfkosten ten laste van het Waalse Gewest volgens de berekeningsmethode voorzien voor de ambtenaren van rang A6 van de Diensten van de Waalse Regering.

**Art. 6.** De Raad vergadert van rechtswege één keer om de twee maanden of op aanvraag van de Minister in de zetel van het gewestelijk bestuur dat bevoegd is voor visserij.

De oproeping wordt bij gewoon schrijven gericht hetzij door de Minister, hetzij door de secretaris aan alle leden ten minste tien werkdagen vóór de vergaderingsdatum onder voorbehoud van met redenen omklede spoedgevallen.

**Art. 7.** § 1. Elk lid heeft het recht om volmacht te geven aan een aangewezen lid dat behoort tot dezelfde categorie vertegenwoordiger.

§ 2. Elk lid mag niet meer dan één volmacht krijgen.

**Art. 8.** § 1. De Raad beraadslaagt enkel rechtsgeldig als de gewone meerderheid van zijn leden aanwezig is.

§ 2. In geval van met redenen omkleed spoedgeval mag het vaste Comité, samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter en vijf door de Raad aangewezen leden, een advies uit zijn naam uitbrengen.

In dit laatste geval moet het advies verplicht worden voorgelegd ter goedkeuring aan de Raad in plenaire vergadering binnen een maximumtermijn van drie weken.

**Art. 9.** Het door de Raad uitgebrachte advies wordt bij voorrang meegedeeld aan de Minister door het secretariaat.

**Art. 10.** § 1. De Raadsleden kunnen beslissen commissies op te richten om bijzondere vraagstukken te behandelen. De werkingsmodaliteiten van die commissies worden opgenomen in het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 11 van dit besluit.

§ 2. De Raad kan elke deskundige erom verzoeken om zijn vergaderingen bij te wonen met raadgevende stem.

**Art. 11.** De Raad bepaalt zijn huishoudelijk reglement en legt het voor ter goedkeuring aan de Minister.

**Art. 12.** Het besluit van 9 juni 1982 van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een Waalse Hoge Raad voor de Visserij wordt opgeheven.

**Art. 13.** De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN